



RAPPORT DE GESTION ANNUEL

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE

31 MARS 2013

Préparé par:

**RESSOURCES & ÉNERGIE SQUATEX INC
7055 Boul. Taschereau, Suite 500
Brossard, Québec, J4Z 1A7**

INTRODUCTION

Le présent rapport de gestion de Ressources & Énergie Squatex Inc (“Squatex” ou la “Société”) constitue le point de vue de la direction sur les activités courantes de la Société et discute des facteurs ayant affecté les résultats financiers de l'exercice annuel terminé le **31 mars 2013** en comparaison avec les données de la même période de l'exercice précédent. Ce rapport est conforme aux normes de l'Instrument National 51-102 «Obligations d'information continue» et il devrait être lu en complément des états financiers annuels audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2013. Les états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2013 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), incluant les chiffres comparatifs. Les résultats sont présentés en dollars canadiens.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport contient des énoncés qui doivent être considérés comme des déclarations prospectives. Lesdites déclarations se rapportent à des événements futurs ou à des résultats économiques futurs de Squatex et comportent des risques, incertitudes et autres facteurs connus et inconnus qui pourraient modifier de manière appréciable les résultats, rendements ou réalisations par rapport à ce qu'expriment ou laissent entendre les déclarations de Squatex. Les événements ou résultats réels pourraient être très différents. Les déclarations prospectives contiennent des mots ou expressions tels que «anticipe», «croit», «planifie» ou tout autre mot ou expression qui suggère l'atteinte de résultats futurs. Par conséquent, la décision d'investir dans les titres de Squatex ne devrait en aucun temps être basée sur ces énoncés prospectifs. Squatex décline toute intention ainsi que toute obligation de mettre à jour ces déclarations prospectives, à moins que cela ne soit requis par la loi.

NATURE DES ACTIVITÉS

Squatex est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les Sociétés par actions. L'exploration et la mise en valeur de propriétés pétrolières et gazières sur le territoire du Québec constituent les principales activités de la Société. Dans le cadre de la réalisation de ses objectifs, la Société est appelée à conclure des ententes de partenariat afin de diminuer les risques et les coûts de ses projets.

Squatex n'a pu jusqu'à maintenant déterminer si ses propriétés contiennent des réserves d'hydrocarbures qui pourraient être économiquement récupérables. Ce travail d'exploration pour le pétrole et le gaz comporte un très haut degré de risques et il n'existe aucune assurance que les programmes d'exploration actuels de la Société résulteront en opérations de production profitables. La valeur des intérêts de la Société dans ses propriétés de pétrole et de gaz est dépendante de l'existence de réserves récupérables économiquement ainsi que de la capacité de Squatex de trouver le financement adéquat pour développer ces réserves et d'éventuellement obtenir une production future profitable.

Squatex, dans les programmes d'exploration qu'elle développe, privilégie les territoires où les chances de succès sont les plus élevées afin d'assurer sa rentabilité à brève échéance. Jusqu'ici, ses activités sont focalisées sur ses permis de recherche dans les Basses-Terres du Saint-Laurent, où elle détient 12 permis qui totalisent 224 933 hectares, pour la recherche non-conventionnelle de gaz de shales dans l'Utica/Lorraine ainsi que pour l'exploration conventionnelle de pièges au niveau de la plateforme ordovicienne. De plus, dans le Bas-Saint-Laurent-Gaspé entre Rivière-du-loup et Rimouski, où elle détient 24 permis totalisant 431 160 hectares, dans des roches siluro-dévonienne ou ordovicienne pour la recherche conventionnelle de pétrole et de gaz. En date du 31 mars 2013, la Société ne produit pas d'hydrocarbures. Aucune réserve de pétrole et de gaz n'a été identifiée jusqu'ici sur les permis d'exploration de Squatex.

PERFORMANCE GÉNÉRALE

En novembre 2008, Squatex, ainsi que son partenaire Petrolympic Ltd. ("Petrolympic"), avaient signé une entente d'opérations conjointes ("Entente") avec Canbriam Energy Inc ("Canbriam") (collectivement, les "Partenaires") relativement à l'affermage des propriétés dans les Basses-Terres du Saint-Laurent. Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2013, il n'y a pas eu d'activités d'exploration relativement à cette entente puisque tous les travaux d'exploration des partenaires dans les Basses-Terres sont repoussés dans le temps. De fait, les sociétés ayant été dispensées par le gouvernement des obligations de travaux statutaires sur les permis d'exploration pour une période pouvant aller jusqu'à trois ans, commençant à l'adoption de la loi 18 votée le 13 juin 2011 (le détenteur doit cependant acquitter les droits annuels pour conserver ses permis). Après cette période, la date d'expiration des permis sera reportée en conséquence de la durée exacte de l'étude.

De plus, récemment, le nouveau gouvernement a réitéré ce gel des travaux en instituant un moratoire sur l'exploration des gaz de schistes au Québec, ce qui cause le retrait de toute exploration de ce territoire, l'exploration conventionnelle n'étant pas dissociable de celle associée aux gaz de schiste. Ainsi, Squatex et ses partenaires n'effectueront pas de travaux d'exploration à court terme sur les permis des Basses-Terres, tant que les conditions ne changeront pas. Les partenaires avaient pris la décision d'effectuer des travaux d'abandon du forage Canbriam Farnham No.1 et de remettre en état le site selon la réglementation en vigueur.

Squatex et Petrolympic ont continué d'intégrer et de réinterpréter pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2013 les données acquises depuis 2001 sur le territoire du Bas-Saint-Laurent-Gaspé afin de délimiter les zones ayant un meilleur potentiel en hydrocarbures et de cibler des localisations de forages futurs. Squatex avec son partenaire à 30%, Petrolympic, a développé un nouveau programme de carottage géologique et effectué le choix de sites potentiels de forage. Une entente est intervenue à la mi-septembre 2012 afin de procéder à un premier carottage profond dans la partie nord-est du bloc de permis du Bas-Saint-Laurent. Ainsi, le carottage Massé No.1, qui a débuté en octobre 2012, a atteint une profondeur totale de 1710 mètres après avoir traversé des séquences similaires aux carbonates du West Point vers 800 mètres, puis des séquences chevauchées de la base du Silurien dont des dolomies poreuses du Sayabec. Les deux séquences récifales rencontrées ont toutes deux montré des indices de gaz et condensats qui ont été échantillonnées. Le puits a été suspendu en raison des conditions hivernales difficiles et une tête de puits a été installée, en attente d'autres résultats et de la possibilité d'un approfondissement à l'été 2013.

Squatex ayant rajeuni tous ses permis d'exploration dans les Basses-Terres du Saint-Laurent et dans le Bas-Saint-Laurent-Gaspé au premier septembre 2009 (ceux-ci redevenant à leur première année d'exploration), celle-ci pourra ainsi en poursuivre l'exploration jusqu'en septembre 2019 à condition qu'elle s'acquitte des obligations qui y sont reliées. La loi 18, votée en juin 2011, est venue prolonger cette période d'exploration d'une durée pouvant s'étendre jusqu'à trois ans supplémentaires afin de permettre la tenue des études environnementales initiées par le gouvernement.

La stratégie actuelle de la Société est de se préparer à la reprise de l'exploration de ses permis de recherche de pétrole et de gaz en partenariat avec Petrolympic et en affermage avec Canbriam tout en continuant de rechercher d'autres opportunités d'affaires. En août 2012, Squatex a acquitté les droits annuels (rentes) pour ainsi conserver tous ses permis en conformité avec les règlements de la loi sur le pétrole et le gaz.

TENDANCES

Alors que les conditions économiques générales continuent de stagner et qu'une stabilité relative semble se dessiner sur les marchés financiers, une incertitude significative persiste toujours concernant les perspectives mondiales à court et à moyen termes. De plus, les différentes prises de position récentes au sujet de l'exploitation future des Gaz de Shales dans la Province de Québec ainsi que la tenue d'une étude environnementale stratégique pouvant durer jusqu'à trois ans, puis l'annonce d'un moratoire sur l'exploration du gaz de schiste fera en sorte de causer des retards dans les travaux d'exploration prévus par la Société et/ou par ses partenaires. La Direction et le Conseil d'Administration vont suivre avec attention les développements à ce sujet et voir leurs implications sur le fonctionnement de Squatex.

SOMMAIRE DES PROPRIÉTÉS D'EXPLORATION

Au 31 mars 2013, Squatex possède des intérêts sur un total de 656 093 hectares (1,621,205 acres) de permis d'exploration de pétrole et de gaz dans le Bassin des Appalaches du Québec sur les territoires des Basses-Terres du Saint-Laurent et du Bas-Saint-Laurent-Gaspé (Voir la carte ci-jointe). Les propriétés de la Société dans les Basses-Terres du Saint-Laurent sont 70% d'intérêts dans 224,933 hectares (555,809 acres) en partenariat avec Petrolympic et 28% d'intérêts de la surface jusqu'au Toit du Trenton dans 8,000 hectares (19,768 acres) selon une entente avec Canbriam et 70% dans ce même bloc en-dessous du Toit du Trenton. Ces propriétés constituent une position significative dans les objectifs non-conventionnels de l'Utica-Lorraine et dans les objectifs conventionnels des carbonates Trenton-Black River. Squatex a aussi des propriétés dans la région du Bas-Saint-Laurent-Gaspé constituées par 70% d'intérêts dans 431,160 hectares (1,065,396 acres) en partenariat avec Petrolympic entre Rimouski et Rivière-du-loup qui sont prospectives pour le pétrole léger et le gaz dans des objectifs récifaux et dans des dolomies hydrothermales.

Ressources & Énergie Squatex Inc

Rapport de gestion annuel de l'exercice terminé 31 mars 2013

Les tableaux suivants présentent les permis en vigueur sur lesquels Squatex possède un intérêt. En août 2012, Squatex a renouvelé tous les permis dont l'échéance arrivait le 1^{er} septembre 2012. Pour la localisation des permis, se référer à la carte:

PERMIS À 70% D'INTÉRÊTS DANS LES BASSES-TERRES DU SAINT-LAURENT:

Numéro de permis	Renouvellement	Superficie (Ha)
2009RS287	01/09/2013	20 871
2009RS288	01/09/2013	17 990
2009RS289	01/09/2013	20 909
2009RS290	01/09/2013	7 248
2009RS291	01/09/2013	22 447
2009RS292	01/09/2013	18 827
2009RS293	01/09/2013	14 580
2009RS294	01/09/2013	21 664
2009RS295	01/09/2013	19 316
2009RS296 (partie)	01/09/2013	20 339 *
2009RS297	01/09/2013	16 342
2009RS298 (partie)	01/09/2013	24 400 *
Sous-total		224 933

* 60% d'intérêts entre la surface et le Toit du Trenton sur un bloc de 8,000 Ha ont été transférés conjointement par Squatex et Petrolympic selon l'Entente à Canbriam sur ces deux permis. Squatex conserve 70% en-dessous du Toit du Trenton.

PERMIS À 28% D'INTÉRÊTS DANS LES BASSES-TERRES DU SAINT-LAURENT (DE LA SURFACE AU TOIT TRENTON):

Numéro de permis	Renouvellement	Superficie (Ha)
2009RS296 (partie)	01/09/2013	20 339
2009RS298 (partie)	01/09/2013	24 400
Sous-total		8,000 de 44 739

Ressources & Énergie Squatex Inc

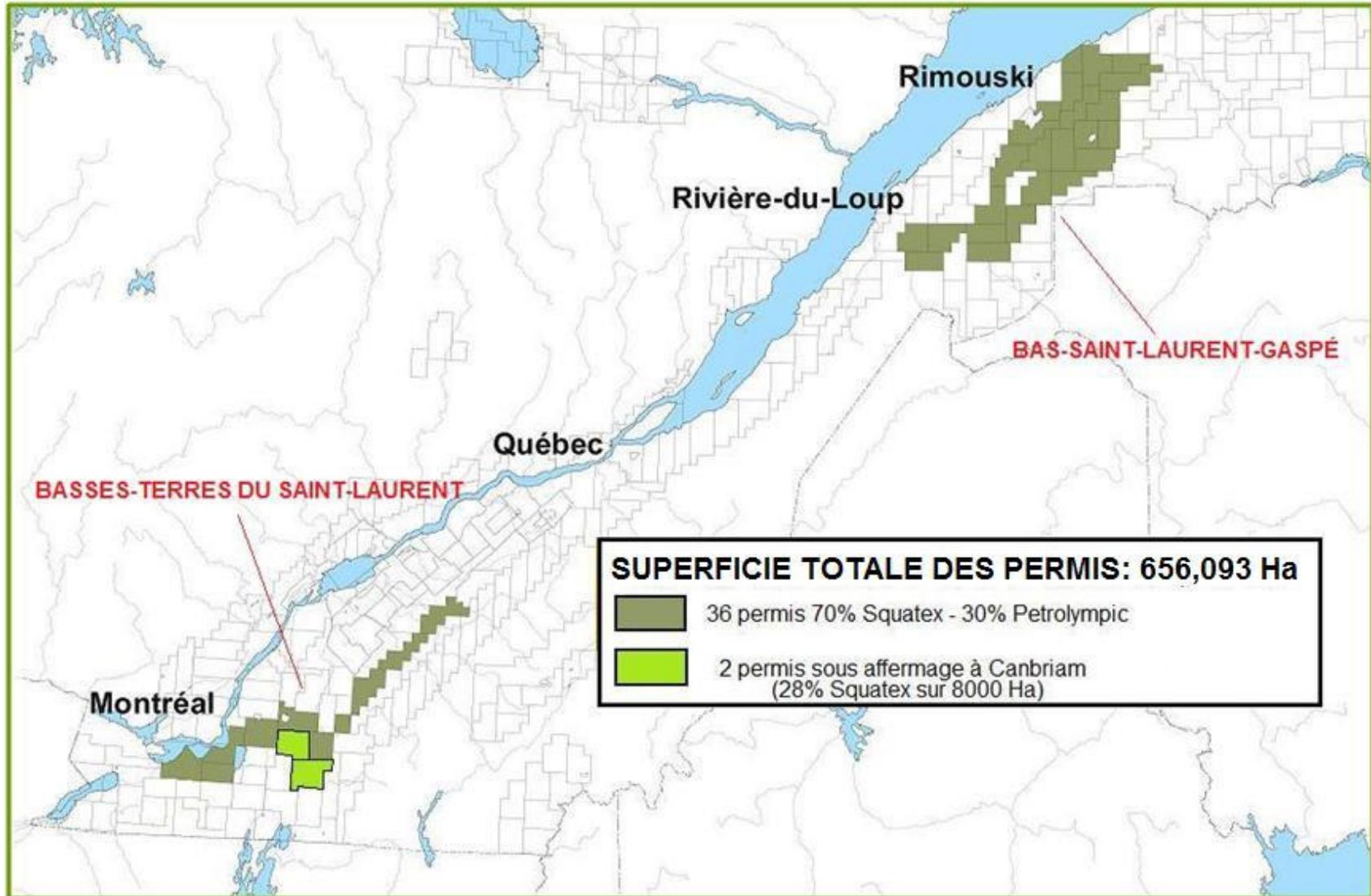
Rapport de gestion annuel de l'exercice terminé 31 mars 2013

PERMIS À 70% D'INTÉRÊTS DANS LE BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉ:

Numéro de permis	Renouvellement	Superficie (Ha)
2009RS299	01/09/2013	18 975
2009RS300	01/09/2013	20 704
2009RS301	01/09/2013	17 136
2009PG552	01/09/2013	10 267
2009PG553	01/09/2013	23 068
2009PG554*	01/09/2013	15 150
2009PG555	01/09/2013	16 438
2009PG556*	01/09/2013	23 666
2009PG557	01/09/2013	9 894
2009PG558	01/09/2013	19 420
2009PG559	01/09/2013	18 737
2009PG560	01/09/2013	19 817
2009PG561	01/09/2013	24 435
2009PG562	01/09/2013	19 847
2009PG563	01/09/2013	22 573
2009PG564	01/09/2013	14 377
2009PG565	01/09/2013	15 370
2009PG566	01/09/2013	21 454
2009PG567	01/09/2013	20 631
2009PG568	01/09/2013	20 668
2009PG569	01/09/2013	13 497
2009PG570	01/09/2013	7 608
2009PG571	01/09/2013	20 951
2009PG572	01/09/2013	16 477
Sous-total		431 160

* Région Gaspé

CARTE DE LOCALISATION DES PERMIS D'EXPLORATION DE SQUATEX:



ACTIVITÉS D'EXPLORATION

PERMIS DU BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉ

La compilation et l'intégration en 2012 de tous les résultats encourageants obtenus récemment dans la région ont mené Squatex à discuter avec son partenaire Petrolympic des possibilités de poursuivre le carottage des nouvelles cibles d'intérêts trouvées. Une entente est ainsi intervenue à la mi-septembre 2012 afin d'effectuer dès l'automne un premier carottage profond dans la partie nord-est du bloc de permis du Bas-Saint-Laurent.

Le carottage Massé No.1, localisé dans la Municipalité de Ste-Jeanne-D'Arc a été implanté en octobre 2012 pour une profondeur prévue de 1500 mètres. Vu la profondeur importante visée, le puits a été équipé d'un BOP monté sur un casing cimenté d'une longueur de 150 mètres (égale à 10% de la profondeur totale prévue). Le carottage a été arrêté à la fin novembre à une profondeur de 1710 mètres en raison des conditions hivernales difficiles. Le puits a été suspendu et une tête de puits a été installée, en attente d'autres résultats et de la possibilité d'approfondissement à l'été 2013. Le forage supervisé par une équipe de cinq ingénieurs et géologues a commencé dans des lits très perturbés de la Formation St-Léon, puis a traversé des séquences similaires aux carbonates récifaux du West Point vers 800 mètres, suivies de séquences chevauchées de la base du Silurien dont une épaisseur de 15 mètres de dolomies poreuses dans les récifs du Sayabec. Ces deux séquences récifales ont toutes deux montré des indices de gaz et condensats qui ont été échantillonnées. Des travaux de surveillance du puits et de mesures des fluides avec analyses sont et seront effectués à intervalles réguliers afin de s'assurer de la sécurité et du respect de l'environnement en attendant la décision de la pertinence de poursuivre le forage.

PERMIS DES BASSES-TERRES DU SAINT-LAURENT

En raison de la décision gouvernementale de la tenue d'une évaluation environnementale stratégique sur les gaz de schistes et des restrictions et délais que celle-ci a apportés, suivie du moratoire sur l'exploration des gaz de schistes mis en force récemment par le nouveau gouvernement, Squatex et ses partenaires ne prévoient pas d'activités d'exploration sur le terrain à court terme sur les permis des Basses-Terres, à moins que les conditions ne changent.

DÉPENSES D'EXPLORATION ENCOURUES

La Société compte sur l'expertise professionnelle de son équipe de géologues pour diriger et superviser ses programmes d'exploration. La direction évalue le bien-fondé des programmes d'exploration proposés et en approuve les dépenses lorsqu'elles sont jugées utiles et justifiées pour faire avancer les connaissances de façon prudente et nécessaire. Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013, Squatex a dépensé 719 346 \$ (489 846 \$ pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012) sur ses propriétés non-prouvées de pétrole et de gaz. De ces montants, Squatex recevra des crédits d'impôts relatifs aux ressources de 227 490 \$ (195 724 \$ pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012), ce qui représente des frais d'exploration nets de 491 856 \$ pour 2013 et de 294 122 \$ pour 2012. Suite à l'entente avec son partenaire Petrolympic, la Société anticipe de dépenser près de 350 000 \$ durant le prochain exercice afin de conduire d'autres travaux géologiques dans le même environnement. Aucune autre dépense d'exploration, sauf celles de suivi des dossiers, n'est prévue à ce stade-ci, les crédits cumulés des dépenses d'exploration passées couvrant les obligations de l'année courante sur tous les permis. Squatex conserve tout de même une grande flexibilité de dépenses pour des activités d'exploration qui pourraient s'avérer nécessaires ou importantes pour le futur de la Société.

DIVULGATIONS TECHNIQUES

Les divulgations techniques apparaissant sous le titre "Performances Générales" et "Activités d'exploration" ont été préparées par Paul Laroche, ing, géo, qui est une personne qualifiée selon l'Instrument National 51-101.

OBLIGATIONS

Afin de maintenir ses permis d'exploration en force, Squatex doit payer une rente annuelle de \$0.10 par hectare et effectuer des travaux statutaires d'un minimum de \$0.50 par hectare la première année, augmentant de \$0.50 par hectare à chacune des années subséquentes jusqu'à la cinquième année. À la fin de cette période initiale, la Société a l'option de renouveler les permis pendant cinq ans en payant une rente annuelle de \$0.50 par hectare et en effectuant un minimum de travaux de \$2.50 par hectare. Des crédits de dépenses statutaires supplémentaires au minimum requis sont accordés par le gouvernement et ceux-ci servent à réduire les obligations subséquentes. La loi 18, votée le 13 juin 2011, dispense des obligations de travaux pendant la tenue de l'évaluation environnementale stratégique. Squatex a effectué le paiement des rentes pour le 1^{er} septembre 2012 afin de conserver tous ses permis d'exploration pour l'année d'exploration courante.

RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

La Société est sujette aux lois et règlements gouvernementaux concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont très difficiles à identifier en termes de résultats, de temps et d'impacts. Au meilleur de sa connaissance, Squatex conduit ses opérations dans les règles de l'art de manière à être en tout temps cohérent avec la législation et la réglementation gouvernementale en matière d'environnement.

RISQUES ET INCERTITUDES

L'exploitation pétrolière et gazière comporte de nombreux risques, qui peuvent même résister à une combinaison d'expérience, de connaissances et d'évaluation soigneuse. Le succès commercial à long terme de Squatex dépend de son aptitude à trouver, à acquérir, à développer et à exploiter commercialement des réserves de pétrole et de gaz naturel. Sans l'ajout continu de nouvelles réserves, toutes les réserves que Squatex pourraient détenir à un moment donné, et leur potentiel d'exploitation, pourraient diminuer au fil du temps. Une augmentation future des réserves de Squatex dépendra, non seulement de son aptitude à effectuer de la prospection et du développement des propriétés qu'elle pourra détenir de temps à autre, mais également de son aptitude à choisir et à acquérir des propriétés productives et des zones productives possibles appropriées. Il est impossible de certifier que Squatex puisse être en mesure d'identifier des propriétés acceptables à des fins d'acquisition ou de participation. Qui plus est, même si de telles occasions d'acquisition ou de participation sont identifiées, Squatex peut décider qu'en fonction des conditions actuelles du marché, des modalités d'acquisition et de participation ou d'établissement des prix font en sorte que de telles acquisitions ou participation soient non rentables. On ne peut assurer que Squatex réussira à découvrir ou à acquérir des gisements de pétrole ou de gaz naturel, ni même si elle les découvre, que ces ressources soient de quantité commerciale.

ÉTUDE ENVIRONNEMENTALE STRATÉGIQUE ET MORATOIRE SUR LES GAZ DE SCHISTES

Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2011, le gouvernement du Québec a confié au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (« BAPE »), le mandat de mener une commission d'enquête et des audiences publiques sur le développement durable des Shales d'Utica au Québec. Le rapport du BAPE, rendu public le 8 mars 2011 par le ministre de l'environnement et du développement durable du Québec (le rapport complet est disponible à l'adresse suivante : http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/Gaz_de_schiste/Index.htm) recommande au gouvernement du Québec de tenir une évaluation environnementale stratégique (« ÉES ») dont la durée estimative sera de 24 à 30 mois selon le ministre de l'environnement. Pendant cette étude, le BAPE recommande que la fracturation hydraulique de puits ne soit autorisée que dans la mesure où elle permettra d'améliorer la connaissance scientifique dans le cadre de l'ÉES. À long terme, la décision du gouvernement du Québec de lancer une évaluation environnementale stratégique (« ÉES ») sur le développement et la mise en exploitation des Shales d'Utica, suivi du moratoire sur l'exploration des gaz de schistes pourrait avoir un impact significatif sur les affaires de la Société dans la mesure où il est difficile de prévoir quelles seront les décisions gouvernementales qui en découleront. À court terme, les activités d'exploration de la Société, comme celles de toutes les autres entreprises actives au Québec, s'arrêteront complètement sur le territoire des Basses-Terres du Saint-Laurent, les obligations de travaux sur les permis étant suspendues par la loi 18 votée le 13 juin 2011 et à cause du niveau élevé d'incertitudes soulevées par nombre de groupes de citoyens quant au futur de l'exploration pétrolière et gazière au Québec.

INCERTITUDE QUANT AUX RÉSERVES ESTIMATIVES DE GAZ NATUREL ET DE PÉTROLE BRUT

L'estimation des réserves pétrolières et gazières relève d'un processus complexe qui repose sur un nombre considérable de décisions et d'hypothèses permettant d'évaluer les données géologiques, géophysiques, d'ingénierie et économiques qui sont disponibles à l'égard de chaque réservoir. Par conséquent, de telles estimations sont imprécises de nature. Les données réelles quant à la production future du pétrole et du gaz, les revenus et les dépenses pétrolières et gazières peuvent varier de façon importante. Toute fluctuation importante dans ces hypothèses pourrait avoir des conséquences importantes sur les quantités estimatives et la valeur actuelle des réserves. De plus, ces réserves peuvent faire l'objet de révisions à la hausse ou à la baisse compte tenu de l'historique de production, des résultats qui seront obtenus lors de travaux d'exploration et des mises en valeur futures, des cours en vigueur pour le pétrole et le gaz et d'autres facteurs dont plusieurs sont indépendants de la volonté de Squatex. Il est fort probable que la production réelle ainsi que les revenus, les impôts, les dépenses de mise en valeur et les frais d'exploitation à l'égard des réserves varieront par rapport aux estimations établies et ces variations pourraient être importantes. En date du 31 mars 2013, il n'y a aucune réserve de gaz et de pétrole prouvée, probable ou possible sur les terrains détenus par Squatex.

IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

L'industrie du pétrole et du gaz est assujettie à des mesures de contrôle élaborées et à la réglementation mise en place par les divers paliers de gouvernement visant les prix, les redevances, la détention de terrains, les quotas de production, l'importation et l'exportation du pétrole et du gaz et la protection de l'environnement. Rien ne permet de prévoir avec certitude les incidences de ces mesures de contrôle ou de cette réglementation sur les opérations de la Société ni d'une modification à ces dernières.

L'industrie du pétrole et du gaz naturel est actuellement assujettie à une réglementation environnementale en vertu de diverses lois fédérales et provinciales. Ces lois prévoient des restrictions et des interdictions quant à l'émission ou la libération de diverses substances produites ou utilisées relativement à certaines activités d'exploitation de l'industrie du pétrole et du gaz et qui ont des incidences sur l'emplacement des puits et des installations et sur la mesure dans laquelle l'exploration et la mise en valeur sont autorisées. En outre, la législation exige que l'abandon et la revalorisation des puits et de l'installation soient effectués à la satisfaction des autorités provinciales. La violation de ces lois peut donner lieu à l'imposition d'amendes et de pénalités, à la suspension ou à la révocation des permis et autorisations nécessaires à l'exploitation d'une entreprise et la responsabilité civile pour dommages causés par la pollution. Au Québec, les questions relatives au respect de l'environnement sont régies, depuis le 21 septembre 1972, par la loi intitulée la Loi sur la qualité de l'environnement (la « Loi québécoise sur la protection de l'environnement »). La loi québécoise sur la protection de l'environnement impose des obligations de respect de l'environnement, d'information et de surveillance. En outre, elle met en place un processus d'étude d'impact et de consultation publique plus élargie sur les questions d'évaluation environnementale et d'application de la loi.

PERMIS, LICENCES ET APPROBATIONS

Au Québec, celui qui recherche du pétrole ou du gaz naturel doit être titulaire d'un permis de recherche de pétrole et de gaz naturel délivré aux termes de la Loi sur les mines (Québec). Le permis est délivré, pour un territoire donné, à toute personne qui satisfait aux conditions et acquitte les droits annuels fixés par règlement. La période de validité d'un permis est de cinq ans. Il peut être renouvelé pour une période d'un an, au plus cinq fois, pour tout ou partie du territoire qui en fait l'objet à certaines conditions mentionnées dans la Loi sur les mines (Québec).

Le titulaire d'un permis de recherche de pétrole et de gaz naturel doit effectuer, chaque année, dans le territoire qui fait l'objet de son droit, des travaux dont la nature et le coût minimum sont spécifiés par règlement, incluant des études géologiques, des études géophysiques ou des forages. Les coûts minimums à encourir varient selon l'âge du permis.

En vertu de permis de recherche octroyés par le Ministère des Ressources naturelles, la Société, dans le but de préserver la validité de ses permis, doit verser des rentes de 0,10 \$ par hectare et doit effectuer, dans le territoire, des dépenses d'exploration minimales équivalentes à 0,50 \$ par hectare, en hausse de 0,50 \$ par hectare à chaque année jusqu'à un maximum de 2,50 \$ par hectare. Il est à noter que la durée des permis sera prolongée du temps équivalent à la tenue de l'ÉES avec suspension des obligations de travaux pendant cette période à condition que le titulaire verse la rente annuelle, paiement effectué par Squatex en août 2012 pour couvrir la rente jusqu'en septembre 2013.

TITRES DE PROPRIÉTÉ

Bien que la Société ait pris des moyens raisonnables pour s'assurer d'un titre valable à ses propriétés, il n'existe aucune certitude que les titres de quelconque de ses propriétés ne seront pas contestés ou remis en question. Des tierces parties pourraient avoir des réclamations valides quant à des portions sous-jacentes aux intérêts de la Société. Aucune contestation n'a été déposée ou portée à l'attention de Squatex à ce jour.

BESOINS FUTURS DE FINANCEMENT

La Société pourrait avoir besoin de financement additionnel à l'avenir afin de poursuivre ses activités, notamment ses programmes d'exploration et de mise en valeur. Si le financement est obtenu par l'émission d'actions nouvellement émises, le contrôle de Squatex peut en être touché et les actionnaires pourraient subir une dilution additionnelle. Dans la mesure où le financement n'est pas disponible, cela pourrait avoir des conséquences sur des engagements en matière de travaux ce qui pourrait à son tour entraîner l'impossibilité pour la Société de poursuivre, en tout ou en partie, son programme projeté d'exploration et de mise en valeur, des pertes de droits de propriété ou d'occasions de revenus pour la Société.

DÉPENDANCE À L'ÉGARD DU PERSONNEL CLÉ

Le succès de la Société dépendra en grande partie de la qualité de sa direction. La perte des services de ces personnes, ou l'incapacité d'intéresser un personnel de qualité équivalente, pourraient avoir une incidence défavorable importante sur l'exploitation et les perspectives commerciales de la Société. La Société a, au cours de l'exercice, contracté une assurance responsabilité professionnelle sur la tête de ses administrateurs et dirigeants.

MISE EN MARCHÉ

La Société opère dans un environnement concurrentiel où le prix des matières premières dépend de plusieurs facteurs qui sont indépendants de la volonté de la Société. Les cours du pétrole et du gaz naturel ont fluctué énormément dans le passé. Les cours du pétrole sont fonction de l'offre et de la demande à l'échelle internationale, et les événements politiques, notamment au Moyen-Orient, peuvent avoir une influence importante sur les cours du pétrole et son approvisionnement à l'échelle mondiale. Toute chute dans les prix du pétrole ou du gaz naturel pourrait avoir des conséquences défavorables importantes sur l'exploitation future et la situation financière de la Société et sur le niveau des dépenses engagées pour l'acquisition de réserves futures de pétrole et de gaz. De plus, la commercialisation de la production de la Société dépendrait de la disponibilité et de la capacité des systèmes de collecte et des pipelines, des conséquences de la réglementation fédérale et provinciale, et sur la conjoncture économique générale. Tous ces facteurs sont indépendants de la volonté de la Société.

Le prix du gaz naturel vendu dans le commerce interprovincial et international est établi par voie de négociations entre les acheteurs et les vendeurs. Le prix que perçoit un producteur de gaz naturel dépend, en partie, des prix des combustibles concurrents, du type de gaz naturel produit, de l'accès de moyens de transport en aval, de la durée du contrat, des conditions climatiques et de l'équilibre de l'offre et de la demande.

RISQUES DE POURSUITES

La Société pourrait être tenue responsable en raison de la pollution ou à cause d'autres risques contre lesquels elle ne pourrait être assurée ou contre lesquels elle pourrait choisir de ne pas s'assurer, étant donné le coût élevé des primes ou pour d'autres raisons. Le paiement de sommes à cet égard pourrait entraîner la perte des éléments d'actif de la Société.

REVENDEICATIONS TERRITORIALES

Aucune des propriétés dans lesquelles la Société détient un intérêt ne fait actuellement l'objet de revendications territoriales de la part de nations autochtones. Aucune assurance ne peut toutefois être fournie à l'effet que tel ne sera pas le cas à l'avenir.

DISPONIBILITÉ D'ÉQUIPEMENT DE FORAGE ET ACCÈS

Les activités d'exploration et de mises en valeur pétrolières et gazières dépendent de la capacité de se doter d'équipement de forage et d'équipement connexes plus particulièrement dans les zones où ces activités sont exercées. La demande pour un tel équipement limité ou des restrictions quant à l'accès pourraient avoir une incidence sur la capacité de la Société de se doter d'un tel équipement et pourraient retarder les activités d'exploration et de mises en valeur, le cas échéant.

GESTION DE LA CROISSANCE

La Société pourrait être soumise à des risques liés à sa croissance, notamment les contraintes et les pressions sur ses systèmes et ses mesures de contrôle internes. La capacité de la Société à procéder à une gestion de la croissance efficace exigera d'elle de mettre en œuvre et d'améliorer continuellement ses systèmes d'exploitation et d'information financière et d'accroître, de former et de gérer sa main d'œuvre de base. L'incapacité de la Société de faire face à la croissance pourrait avoir une incidence défavorable importante sur son entreprise, son exploitation et ses perspectives

INFORMATIONS FINANCIÈRES CHOISIES

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 MARS 2013 ET 2012

	2013	2012
EXPLOITATION	\$	\$
Dépenses d'exploration et d'évaluation	491 856	294 122
Résultat net et total du résultat global	(1 376 957)	(511 383)
Résultat net et global par action de base et dilué	(0,027)	(0,010)

	31 MARS 2013	31 MARS 2012
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE		
Fonds de roulement	1 217 689	1 858 565
Actif Total	1 285 692	2 423 873
Passif total	343 543	104 767
Capitaux propres	942 149	2 319 106

	2013	2012
FLUX DE TRÉSORERIE		
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(600 067)	(404 558)

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ANNUELS

CHIFFRE D'AFFAIRES

Durant l'exercice se terminant le 31 mars 2013, aucune activité engendrée par Squatex n'a générée de revenu outre quelques revenus financiers non significatifs.

RÉSULTAT NET

La perte nette et globale de l'exercice est passée de 511 383 \$ au 31 mars 2012 à 1 376 957 \$ en 2013. Cette augmentation de la perte s'explique principalement par la dépréciation du placement dans la société privée Charbone Potash Mining Ltd de 499 999 \$. Au 31 mars 2013, suite à l'analyse des indices de dépréciation de cet actif financier, la direction a évalué que les probabilités de générer des flux de trésorerie de par ce placement étaient pratiquement nulles et donc que le placement devait être dévalué. Outre cette dépréciation de valeur, la perte nette et globale a augmenté de 365 574 \$ par rapport à l'exercice se terminant le 31 mars 2012. Cette augmentation s'explique par l'augmentation des dépenses d'exploration et d'évaluation de 197 734 \$. Ces dépenses ont servies aux travaux d'exploration expliqués dans la section « Performance générale » concernant Massé No. 1. L'augmentation de la perte nette est également attribuable à l'augmentation de la charge d'impôts différés de 239 064 \$ qui est attribuable aux dépenses d'exploration et d'évaluation. De plus, on attribue la diminution de 56 136 \$ de la charge des services professionnels au fait que le processus relié à l'offre d'échange d'actions était complètement terminé en date du 31 mars 2013, mais non au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2012. De plus, la juste valeur des actions de sociétés publiques canadiennes détenues par Squatex a augmenté au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2013 créant ainsi un gain de 3 597 \$ alors qu'elle avait diminué au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2012 créant une perte de 62 326 \$.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Le fonds de roulement de la Société a diminué de 640 876 \$ entre le 31 mars 2012 et le 31 mars 2013 en raison d'une diminution des dépôts à terme (diminution de 381 276 \$). Les dépôts à terme ont été encaissés afin de permettre à Squatex de poursuivre les travaux d'exploration et d'évaluation dans la Municipalité de Sainte-Jeanne-D'Arc. Le solde d'encaisse a également diminué de 198 938 \$ par rapport à l'exercice précédent, afin de permettre le paiement des dépenses d'exploration et d'évaluation. De plus, les débiteurs ont diminué par rapport à l'exercice précédent passant de 138 133 \$ au 31 mars 2012 à 77 394 \$ au 31 mars 2013 puisque les efforts de collection en fin d'année ont été plus soutenus en 2013.

SITUATION DE TRÉSORERIE

Au 31 mars 2013, la Société disposait de 77 022 \$ en trésorerie, soit une diminution de 198 938 \$ par rapport à l'encaisse de 275 960 \$ présentée à la fin de l'exercice se terminant le 31 mars 2012. La diminution des liquidités au cours du dernier exercice est due à l'investissement fait dans les dépenses d'exploration et d'évaluation et aux autres dépenses engagées au cours de cette année. La diminution est moins grande que le montant de dépenses d'exploration (491 856 \$) puisque des actifs d'impôts exigibles, des crédits d'impôts et des dépôts à terme ont été encaissés par la Société. Malgré cette diminution, la Société est en mesure de mener à bien les plans de développement à court terme et ses engagements mentionnés dans les états financiers. Il n'y a pas de risque de non liquidité lié aux instruments financiers.

SOURCES DE FINANCEMENT

La principale source de financement provient de l'investissement des porteurs d'actions, la vente de participations dans les permis et le crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources.

ARRANGEMENTS HORS ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La Société ne détient aucun arrangement hors bilan significatif autre que les engagements relatifs aux obligations statutaires pour les permis d'exploration qu'elle détient.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Des opérations entre parties liées ont été effectuées avec des Sociétés, dont le principal dirigeant est aussi un administrateur de la Société ou un principal dirigeant. Le total des opérations entre apparentés pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013 comprend également les transactions avec les principaux dirigeants.

	2013	2012
	\$	\$
Frais de gestion	24 000	24 000
Services professionnels	172 800	172 800
Dépenses d'exploration et d'évaluation	211 446	184 588

CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE

Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2013, Squatex a choisi de modifier sa méthode comptable relative aux dépenses d'exploration et d'évaluation afin de comptabiliser en résultat net toutes les dépenses d'exploration et d'évaluation plutôt que de les imputer au coût des actifs d'exploration et d'évaluation.

Ce changement de méthode comptable fournit des informations plus fiables et plus pertinentes du fait que les utilisateurs seront davantage en mesure d'évaluer les dépenses engagées au cours de l'année présentée et ce, dans le corps même des états financiers.

Ce changement de méthode comptable a eu les impacts suivants:

	31 mars 2012	1er avril 2011
Conciliation des capitaux propres		
Résultats non distribués présentés précédemment	(151 217)	122 116
Impacts du changement de méthode comptable		
Dépenses d'exploration et d'évaluation	(2 389 302)	(2 095 180)
Impôts différés	642 722	586 650
Résultats non distribués après changement de méthode comptable	(1 897 797)	(1 386 414)

	31 mars 2012		
	Montant présenté précédemment	Impact du changement de méthode comptable	Total après changement de méthode comptable
Conciliation du résultat net et total du résultat global			
Dépenses d'exploration et d'évaluation	-	(294 122)	(294 122)
Recouvrement (charge) d'impôts différés	(52 828)	56 072	3 244
Résultat net et total du résultat global	(273 333)	(238 050)	(511 383)

	31 mars 2012		
	Montant présenté précédemment	Impact du changement de méthode comptable	Total après changement de méthode comptable
Conciliation du résultat de base et dilué par action			
Résultat de base et dilué par action	(0,005)	(0,005)	(0,010)

	31 mars 2012		
	Montant présenté précédemment	Impact du changement de méthode comptable	Total après changement de méthode comptable
Impacts sur les postes de l'état de la situation financière			
Actifs d'exploration et d'évaluation	2 389 302	(2 389 302)	-
Passif d'impôts différés	683 056	(642 722)	40 334

	1er avril 2011		
	Montant présenté précédemment	Impact du changement de méthode comptable	Total après changement de méthode comptable
Impacts sur les postes de l'état de la situation financière			
Actifs d'exploration et d'évaluation	2 095 180	(2 095 180)	-
Passif d'impôts différés	630 228	(586 650)	43 578

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

IFRS 9 – Instruments financiers

IFRS 9, Instruments financiers, est publiée en plusieurs phases. À ce jour, les chapitres traitant de la comptabilisation, du classement, de l'évaluation et de la décomptabilisation des actifs et passifs financiers ont été publiés. Ces chapitres sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015. D'autres chapitres traitant de la méthodologie de dépréciation et de la comptabilité de couverture sont toujours en cours d'élaboration. La Société étudie actuellement les effets éventuels de cette norme sur ces comptes. Cependant, elle ne prévoit pas adopter l'IFRS 9 avant que tous les chapitres aient été publiés et qu'elle puisse déterminer l'incidence de tous ces changements.

IFRS 11 – Partenariats et IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

IFRS 11 remplace IAS 31, Participations dans des coentreprises. IFRS 11 porte sur le classement d'un partenariat sur lequel deux parties ou plus exercent un contrôle conjoint. SIC-13, Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs, sera supprimée au moment de l'entrée en vigueur d'IFRS 11. Selon IFRS 11, le classement d'un partenariat en tant qu'entreprise commune ou que coentreprise est fonction des droits et des obligations des parties à l'entreprise. Par contre, selon IAS 31, il existe trois types de partenariats : les entités contrôlées conjointement, les actifs contrôlés conjointement et les activités contrôlées conjointement. Par ailleurs, selon les dispositions d'IFRS 11, les

coentreprises doivent être comptabilisées suivant la méthode de la mise en équivalence, tandis que les entités contrôlées conjointement selon les dispositions d'IAS 31 peuvent être comptabilisées suivant la méthode de la mise en équivalence ou la méthode de la consolidation proportionnelle.

IFRS 12 est une norme concernant les informations à fournir et elle s'applique aux entités qui ont des intérêts dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées ou des entités structurées non consolidées. En général, IFRS 12 exige la présentation d'informations plus détaillées que celles qui sont exigées par les normes actuelles.

En juin 2012, des modifications d'IFRS 11 et d'IFRS 12 ont été publiées pour clarifier certaines dispositions transitoires sur la première application de ces IFRS.

Ces normes, de même que les modifications touchant les dispositions transitoires, sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013, et leur application anticipée est permise à la condition que ces normes soient toutes appliquées en même temps. La direction prévoit que l'application de ces normes pourrait avoir un effet sur les montants présentés dans les états financiers. La direction effectue présentement une analyse détaillée afin de déterminer l'incidence de l'application de ces normes.

IFRS 13 – Évaluation de la juste valeur

IFRS 13 est une norme exhaustive portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations devant être fournies à cet égard au titre de toutes les IFRS en vigueur. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait touché à la vente d'un actif, ou payé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une transaction ordonnée entre des participants au marché, à la date d'évaluation. Elle précise en outre les informations à fournir à propos de l'évaluation de la juste valeur. Dans le cadre des IFRS existantes, les directives sur l'évaluation et la présentation de la juste valeur varient selon les normes considérées et, dans bien des cas, elles ne prescrivent pas de base d'évaluation claire et manquent d'uniformité quant à l'information à présenter. IFRS 13 s'appliquera aux périodes comptables ouvertes à compter du 1er janvier 2013 et son adoption anticipée est autorisée. La Société étudie actuellement les effets éventuels de cette norme sur ses comptes.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

Lorsqu'elle prépare les états financiers, la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels peuvent différer des jugements, des estimations et des hypothèses posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés. L'information sur les jugements, les estimations et les hypothèses significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-après.

Dépréciation du placement dans une société privée

L'évaluation des faits et circonstances démontrant l'existence d'un quelconque indice qu'un actif financier a pu se déprécier ou a pu reprendre de la valeur est un processus subjectif qui implique du jugement et souvent un certain nombre d'estimations et d'interprétations.

Pour le placement dans une société privée, pour lequel il n'y a pas de prix coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable, la direction doit notamment porter un jugement sur à savoir s'il existe des indications objectives de dépréciation de ce placement en considérant les éléments suivants: les difficultés financières de l'émetteur, les probabilités de faillite ou de restructuration financière de l'émetteur, les probabilités de réalisation des flux de trésorerie futurs estimés provenant de ce placement et la situation économique nationale ou locale de l'émetteur du placement privé .

Si de telles indications existent, la direction doit porter un jugement sur les éléments suivants: les flux de trésorerie futurs reliés à ce placement et le taux d'intérêt courant du marché pour un placement similaire.

Pour ce faire, la direction a recours à plusieurs hypothèses qui se rapportent à des événements et des circonstances futurs. Ces hypothèses et ces estimations devront être modifiées si de nouvelles informations s'avèrent disponibles. Dans un tel cas, les résultats réels au niveau des dépréciations ou des reprises de pertes de valeur pourraient être différents et nécessiter des ajustements significatifs aux actifs et aux résultats de la Société au cours du prochain exercice.

Une perte de valeur de 499 999 \$ (nulle en 2012) a été comptabilisée pour la période considérée. Aucune reprise de valeur n'est permise pour ce type d'actif financier et donc, aucune reprise de valeur n'a été comptabilisée pour les périodes considérées.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES EXIGÉES DES ÉMETTEURS EMERGENTS SANS PRODUITS D'EXPLOITATION SIGNIFICATIFS

L'activité principale de la Société est l'exploration pétrolière et gazière et le bilan des travaux menés par la Société est présenté dans le rapport 51-101 que l'on peut retrouver sur SEDAR. De plus, le détail des actifs d'exploration et d'évaluation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013 est présenté dans la note 11 des états financiers annuels audités.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Le présent rapport de gestion est préparé en date du 16 juillet 2013. Ce même rapport, ainsi que davantage de renseignements sur la Société sont disponibles sur le site Internet de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.